L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 25 NOVEMBRE 1881. 55me Année.

Bureau, Bonnet de Clo... Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS. VENDREDI 25 NOVEMBRE 1881.

La loi agraire en Irlande.

La loi agraire, adoptée par le Parlement anglais sur la proposition du premier ministre, M. Gladstone, est une attaque directe portée aux droits des propriétaires. Nous ne croyons pas que, depuis la corn bill, la propriété ait eu à subir une pareille dérogation aux lois fondamentales qui la constituent. Ce qui s'est fait pour le fermier irlandais sera déclaré un jour par le fermier anglais, et fils lors l'Angleterre, telle qu'elle est constituée aujourd'hui, se meditera dans le sens de la démocratisation du sol.

Nous nous expliquons, maintenant que nous avons sous les yeux les principales dispositions du "Land Act", la vive opposition qu'il a rencontrée dans la Chambre des Lords, les propriétaires de la plus grande partie du sol de la Grande Bretagne. L'aristocratie anglaise est fondée sur la propriété. Toute modification portée aux droits des propriétaires dans un sens restrictif, est un coup porté à cette aristocratie. Dès que l'Etat intervient entre le propriétaire et le fermier, et que cette intervention est reconnue légale, il n'y a pas de limites imposées à la puissance de l'Etat à cet égard, et la constitution actuelle de la propriété peut subir telles modifications qu'il plaira au pouvoir de lui imposer.

Le land bill irlandais constitue un grand pas dans le sens révolutionnaire. L'aristocratie a reçu un premier échec, un premier et sérieux avertissement. M. Gladstone, qu'il l'ait voulu ou non, a ouvert la voie, voie désormais et à jamais ouverte, aux aspirations libérales, purement démocratiques du peuple anglais, qui, tout en se soumettant aux privilèges réservés à son aristocratie, n'en déplore pas moins l'effet de ces mêmes privilèges.

Nous allons analyser cette loi que l'Irlande reçoive aujourd'hui, entraînée qu'elle est par des luttes d'autonomie qui ont ensanglanté ses annales, du mouvement primitif et qui embrassait la cri actuelle : en vertu jusqu'à quel point les droits primitifs des propriétaires qui été sacrifiés, reconnaîtra, en quelque sorte, par suite du désir exprimé par le gouvernement anglais de mettre fin à une agitation dangereuse et menaçante. Partant du principe autocratique qui donne le droit au gouvernement de fixer les relations entre tenanciers et propriétaires, en même droit peut s'imposer aux relations entre le travail et le capital, et dès lors l'Etat devient tout puissant et le libre arbitre disparaît. Nous avons un land bill.

La première disposition de cette loi donne au tenancier le droit à une location à un prix raisonnable, qui doit être fixé par un juge du comté ou un commissaire agraire, à moins qu'elle ne soit réglée à l'amiable entre le propriétaire et le locataire. Une fois ainsi arrêtées, les conditions du loyer ne peuvent être modifiées qu'au bout de quinze ans, et durant toute cette période, le locataire ne peut être évincé sous aucun prétexte.

Ainsi, par cette première disposition du Land Bill, les droits du propriétaire de fixer lui-même le prix du fermage de ses terres lui est enlevé pour être confié à un tiers, un juge ou un commissaire.

La deuxième disposition donne au fermier la faculté de se maintenir dans la propriété qu'il occupe en vertu de l'intervention d'un tiers. Le tenancier ou ceux auxquels il a droit de renouveler le bail aussi longtemps qu'ils rempliront les conditions stipulées par le dit bail.

La troisième disposition établit les obligations imposées au tenancier qui ne pourra détériorer aucune partie de la propriété, ni sous louer, ni ouvrir une maison publique sans l'autorisation du propriétaire qui se réserve l'exploitation des mines, carrières et forêts, et la juridiction de la pêche et de la chasse.

La quatrième disposition accorde aux fermiers qui seront arriérés dans le paiement de leur fermage, et dont le loyer ne dépasse pas trente livres sterlings, le privilège de demander, conjointement avec les propriétaires, aux commissaires agraires crée par le Land Bill, une avance de fonds, équivalente à la moitié des arriérages, pourvu que cette somme ne soit pas au-dessus d'une année de loyer.

D'après un autre article du Land Bill, le fermier peut vendre son bail, ou faire aux commissaires agraires une demande de fonds pour acheter sa ferme. Pour engager les tenanciers à devenir propriétaires, légalement agraire est autorisée à avancer à ceux qui désirent faire l'acquisition de la ferme qu'ils exploitent, trois quarts du prix d'achat, le quart à liquider devant être garanti par la propriété en matière d'hypothèque.

Les autres dispositions du Land Bill ont spécialement rapport aux ouvriers. Elles autorisent le propriétaire à reprendre, moyennant certaines compensations, une partie de la ferme pour être transformées en jardins, et en emplacements à bâtir. Le tenancier, de son côté, est autorisé, après en avoir donné avis à son propriétaire, à louer un demi acre de terre à chacun de ses ouvriers, dans une proportion d'un demi acre sur vingt-cinq.

Outre, ces conditions faites aux tenanciers irlandais sont libérales ; elles leur ouvrent la voie à la possession de la propriété qu'ils occupent à titre de loyer. Mais le projet de M. Gladstone, transformé en loi, est venu trop tard. Le désir d'indépendance a pris le dessus sur les intérêts purement matériels, et l'Irlande, entraînée par ses agitateurs, poursuite à refuser des dons qui lui viennent de l'Angleterre. Nos dernières dépêches nous ont annoncé la proclamation que M. Parnell adresse, de la prison où il est détenu, au peuple irlandais. Son engagement à maintenir est copié révolutionnaire qui enflamme toute la population, lui laissant entrevoir, comme prix de ces efforts et de ses souffrances, l'indépendance et l'autonomie de la patrie à une époque peu reculée.

D'après la nature des concessions que l'Angleterre a faites à l'Irlande par le land bill, dont nous venons de donner les principales dispositions, il nous est permis de constater que les dangers qui résultent de l'insurrection de la Verte Erin sont considérés par les hommes d'Etat de la Grande Bretagne comme étant des plus graves.

C'est un sacrilège, M. Smallwood, que revient l'honneur d'avoir fondé la banque, c'est, en grande partie, aux efforts qui en ont fait la monnaie extraordinaire, et il méritait bien les félicitations qu'il a reçues.

Nous prions M. D. E. Murphy, notre bon ami des jeunes prospères et des jeunes membres, d'agréer nos remerciements pour le souvenir qu'il nous a consacré en buvant à l'*Abeille*, le plus ancien organe, "the oldest paper" de la Louisiane.

L'embarquement du coton pour l'Europe a diminué de 190,000 balles, cette semaine, comparé à l'année dernière. La diminution est attribuée, en partie, à l'encouragement de la commercialisation dans le pays.

Strangulations pro republicâ

Pendant ce longue agonie, le président Garfield a dicté quelques mots d'une plus grande valeur historique que la lettre qu'il a adressée à sa mère. Un journal du Nord, *The Century*, dit que des millions de personnes liront, pour la première fois, l'intéressant fac simile que le colonel Rockwell, l'ami du Président, lui a communiqué, de quelques mots écrits par ce dernier. Ces quelques mots indiquent que M. Garfield n'ignorait pas la cause de son assassinat.

Le colonel Rockwell adresse au Century la lettre suivante :

Washington, D. C. 17 octobre 1881.

A l'éditeur du *Century*,

Cher monsieur,

Le président Garfield a pris la plume en le crayon, quatre fois, pendant sa dernière maladie. 1. Le lundi, 17 juillet, à midi, j'ai placé, sur sa demande, du papier et un crayon à la portée de sa main. Couché sur le dos, et dirigeant le papier de la main gauche, il a écrit ces mots : "*Strangulated pro republica.*" Je vous envoie le fac-similé ; que je vous autorise à publier. Quelle épitaphe plus significative, plus éloquente et plus vraie que celle-là, écrite par lui-même !

2. Le 26 août, il a écrit sans nom sur une feuille de papier

3. Immédiatement après, il a signé une demande d'extradition venue du département d'Etat, en me demandant de lui lire ce document, suivant son ancienne habitude.

4. Le 11 août, il a écrit à sa mère, avec un crayon, une lettre, que la Presse a, depuis longtemps, publiée.

Tout à vous,

A. F. ROCKWELL.

Mesure hygiénique.—La lettre suivante a été adressée aux inspecteurs sanitaires par le président du bureau de santé de la Louisiane.

Vous êtes requis de commencer, dans les 15 jours qui vont suivre, l'inspection des élèves des écoles publiques de votre district, dans le but d'enlever l'ordre du bureau de santé, du 18 mai 1870, portant : qu'aucun enfant ne sera reçu dans les écoles publiques sans un certificat d'un médecin, ou sans donner la preuve de sa vaccination. Le bureau de santé, en tout temps, se charge de pourvoir aux moyens d'une vaccination gratuite, au bureau des inspecteurs sanitaires.

Les Irlandais des Etats-Unis se proposent d'avoir une convention à Chicago, le 30 novembre et le 1er décembre. Les deux membres du Parlement, MM. Healy et O'Connor, y seront présents. On dit qu'elle sera la plus nombreuse qu'ait tenu ppp depuis longtemps.

On sait que ce sont les Irlandais fixés aux Etats-Unis qui fournissent les fonds nécessaires au maintien du Fapitation. Ils ont concouru dans leur nouvelle patrie, le plus vive affection pour l'ancienne.

La nouvelle voiture dans laquelle M. Mackay se promène dans les rues de Paris a coûté trente mille dollars.

On dit, à Washington, qu'un grand nombre de membres du prochain Congrès sont l'intention, dès le début de la session, d'appeler l'attention du Congrès sur la nécessité de réviser la loi qui crée les banques nationales. Les récentes chûtes de plusieurs de ces banques ont donné lieu à ce mouvement.

Les voitures Herdic ont repris leur course dans la rue des Magasins. Le manteau est le moteur employé.

Le sénateur Kellogg partira, mercredi, pour Washington.

On assure que le recensement sera un complet le mois prochain. Il a coûté $3,630,068. Il exigera une nouvelle dépense d'un demi-million.

On dit qu'il y a encore 53,336,000 boisseaux de grain, ou l'équivalent en farine, dans les Etats de l'Ouest, attendant la demande d'exportation.

Les voleurs de trains de l'Ouest ne touchent jamais au paquet marqué : U. S. M. Ils disent que toutes les fermes du gouvernement seraient dirigées contre eux s'ils s'avisaient de mettre la main dessus. Ils savent que les vols opérés sur de pauvres diables qui inspirent peu de sympathies n'ont pas les mêmes conséquences graves.

S'il faut en croire les prédictions contenues dans l'almanach astrologique de Zadkiel, anglais, pour 1882, nous aurons à déplorer l'assassinat d'un personnage officiel et des incendies désastreux. Voici ce que dit Zadkiel dans la préface de son ouvrage : Les deux mois qui se sont écoulés depuis que nous nous sommes adressés au public ont été fécondés en manifestations de l'influence planétaire. Le chef le plus aristocratique de l'Europe, après avoir échappé à la balle d'un assassin, est, à la fin, tombé victime des nihilistes dans l'année même où nous avions prédit être en dernière année.

Revenant ensuite à ses prédictions pour l'année prochaine, il dit que Vénus et Mercure, les médiateurs, améliorent le commerce et l'industrie ; mais comme Saturne vient ensuite, le revers dimunuera. La position de Mars à sept degrés cinquante-six minutes de New-York, gouvernant le signe du cancer, indique malheur pour les théâtres et certaines places d'amusements, et indique l'incendie d'une grande ville, probablement New-York, vers le 27 ou 29 de décembre. La conjonction d'Uranus et de Mercure sera favorable aux avocats.

L'Association Nationale des Auteurs, (auther writers) en session à New York, a divisé les Etats-Unis en cinq districts. Le quatrième district comprend le Mississippi, l'Arkansas, la Louisiane et le Texas. Ses quatre gérants sont à la Nlle-Orléans. Chaque district fixera le prix de la commission allouée aux agents

---

THEATRE ST-CHARLES.—Nous pouvons encore compter la représentation d'hier soir comme une des plus fructueuses de cette saison pour le Vieux Drury. On dirait que la baguette de Herne, "Hearts of Oak", est appréciée tous les jours davantage, car de jour en jour elle attire plus de monde, ce sorte que le succès n'en sera pas déjà avant la fin de l'engagement de la troupe de Herne, ce qui n'empêchera pas de rencontrer le programme de dimanche prochain.

GRAND OPERA HOUSE.—On se porte à la représentations du *World* avec autant d'empressement que le premier jour et l'on commence à regretter qu'il nous quitte si tôt. La distribution des nouveaux programmes n'a pu avoir lieu hier parce qu'elle n'est pas été reçue à temps pour qu'on puisse s'en servir, mais des cartes ont été délivrées en place, et ces cartes pourront être échangées samedi contre les souvenirs-programmes. Ces souvenirs, finement gravés sur des planches d'acier, sont fort élégants et durables. Ils représentent la scène du radeau et valent la peine qu'on se dérange pour aller les prendre en échange des cartes reçues hier.

La troupe d'opéra Comley-Barton, avec Catherine Lewis et John Hawson, chanteront "Olivette" au Grand Opéra House dimanche prochain.

ACADEMIE DE MUSIQUE—Thomas W. Keene commencera en semaine d'engagement dimanche prochain en paraissant dans Macbeth.

Théâtre Walton, que ses exploits dans le monde du sport ont rendu célèbre en Europe et qui est connu sous le nom de l'Américain parleur, est de retour à New York. Il dit avoir gagné quatre-vingt mille livres sterling—ou 465,000 dollars dans les courses en Angleterre. En parlant sur Vanzhall, il a gagné, on sait comme 15,000 livres ; sur Iroquois, à St-Léger, 9,000 livres ; sur une jument de Rothschild, à New-Market, 10,000 livres, et enfin sur les chevaux de Sir John Astley, Lagoia et Mordicus, 9,000 livres. Il dit qu'il a agi sous un propre impulsion, ne pariant contre personne mais faisant ses affaires par l'intermédiaire des book-makers.

Le petit Jules, à sa petite cousine :

—Quel âge as-tu, Henriette ?

—Cinq ans.

—Oh ! cinq ans, cinq ans... D'abord, les femmes ne se rajeunit toujours.

A propos du discours que M. Clémenceau a prononcé, le 9 novembre, sur l'expédition de Tunisie.

Avec une précision, avec une vigueur agressive que de fréquentes assurances de modération diminuaient imparfaitement, M. Clémenceau a reproduit aujourd'hui à la Chambre le discours que M. de Billing devait prononcer dernièrement au cirque Fernando et qu'il "tropicalisé" en ce moment dans le centre de la France. Le diplomate remercié avait signalé parmi les causes déterminantes de l'expédition les affaires de Bone-Guelma, de l'Enfida, du Crédit foncier tunisien et la concession accordée à M. de Nemours : le député intransigeant de Montmartre a répété, après M. de Billing et avec beaucoup plus de talent oratoire, que les affaires de Bone-Guelma, de l'Enfida, du Crédit foncier et de la concession de Sanzy fournissaient la clef de l'expédition de Tunisie.

Une garantie de 6 0[0 a été accordée à la Compagnie Bone-Guelma par un vote du Parlement pour l'exécution d'une voie ferrée, dont l'utilité ne pouvait pas être et n'a pas été contestée ; cette Compagnie a rétrocédé la concession avec bénéfice : c'est la faute du gouvernement, dit M. Perry et de ses collègues. La même Compagnie a négligé d'acheter le tronçon de Tunis à la Goulette qu'elle aurait pu acquérir pour 2,500,000 fr., et qui a été vendu beaucoup plus cher : encore la faute du gouvernement ! Elle s'est fait assurer le monopole de tous les chemins de fer tunisiens, au détriment de Compagnies étrangères : toujours la faute du gouvernement, qui favorise ce monopole qualifié de monstrueux par M. Clémenceau. Coupable encore le gouvernement et responsable des agissements de la Compagnie marseillaise qui a mis en actions le domaine de l'Enfida et réalisé ainsi de belles bénéfices ; responsable des opérations du Crédit foncier tunisien ; responsable de l'argent que les autres gagnent ; responsable de tout et du reste.

Nous le répétons : c'est la reproduction du réquisitoire de M. de Billing, réquisitoire à la fois plus habile et plus acerbe dans la bouche de M. Clémenceau, mais tout aussi peu fondé et qui offre une base bien fragile à la demande d'enquête formulée comme conclusion par le député de l'Extrême-Gauche. Et pourquoi cette enquête et contre qui ? Pour prouver qu'il existe une Compagnie Bone-Guelma, une société marseillaise, un Crédit foncier tunisien ? mais qui en a jamais douté ? Pour démontrer que ces Compagnies ou Sociétés, comme toutes leurs semblables, ne sont lyrées à des opérations financières : mais c'était leur droit ! M. Clémenceau a été le premier à le reconnaître. Pour envoyer d'établir nous ne savons quel rapprochement, quelle confusion entre ministres, nos hommes d'Etat, nos représentants à l'étranger, et des hommes d'affaires plus ou moins scrupuleux : mais M. Clémenceau lui-même n'a pas osé aller jusque-là! Les insinuations intransigeantes peuvent supporter que les ministres aient une responsabilité semblant peser sur eux qui est la charge et l'honneur du gouvernement ; à des spéculateurs sans conscience ; ces affirmations ne sauraient se produire dans une Assemblée sérieuse où l'intransigeance elle-même ne saurait se tenir à une certaine modération de langage, à une certaine retenue dans les attaques.

M. Clémenceau ne pouvant soutenir ni même insinuer que le gouvernement de la France fût complice de nous ne savons quels financiers d'argent a laissé entendre que le gouvernement avait été leur dupe, qu'il s'était laissé jouer par les parents très intéressés du Bone-Guelma, de la Société marseillaises et du Crédit foncier tunisien. L'enquête proverait cette complicité inexistante, disons mieux, cette candeur : le mot est de M. Clémenceau.

Nous ignorons quelle réponse sera faite par M. Jules Ferry aux insinuations de M. Clémenceau. Si nous avions l'honneur de porter la parole au nom du gouvernement, nous répondrions hardiment à Paradoxe intransigeant et au pays : Oui, il y a eu des spéculations ; oui, les porteurs d'actions du Bone-Guelma, du Crédit foncier tunisien ou de la Société marseillaise ont profité des circonstances pour tirer le meilleur parti de leurs titres. Mais à qui faire-vous croire que le gouvernement français ait encouragé ces opérations ? A qui faire-vous accroire que ce gouvernement ait eu d'autres pensées que l'intérêt national et l'honneur de la patrie ? La conquête de l'Inde par des financiers, est-elle pas coïncidé avec les scandaleuses dilapidations de Warren Hastings ? L'expédition d'Alger n'était-elle pas provoquée par une foule de raisons politiques, militaires, votre financières ? L'expédition de Tunisie est-elle une nationale, moins légitime, parce qu'elle a coïncidé avec des spéculations que le gouvernement n'avait ni le pouvoir ni le droit d'empêcher ?

Il n'agit ici ni d'une enquête qui n'appartient rien à personne ! Il s'agit de flétrir, de stigmatiser par l'ironie du traité de Kasmar Ismaïl. Les paroles que nous avons remportés dans la Régence, du mag que nous soldats y ont vendu, de l'influence que nous ont assurés l'initiative de nos nationaux et le patriotisme et la courageuse activité du rapprochement de la France à Tunis.

Que cherche à régénérer la Régence, à calmer le fanatisme, à prouver à ceux qui nous combattaient, parce qu'ils ignorent et nos intentions et nos forces, que nous leur apportons et la paix et la civilisation ; qu'on s'applique à cette œuvre, elle sera plus utile que l'enquête la plus sérieuse, elle vaudra mieux pour la prompte solution de l'affaire tunisienne que le discours le plus éloquent, surtout si ce discours, en dépit des intentions de son auteur, consacrait, répandu parmi des populations ignorantes, doit atténuer la parole elle-même derrière un ministre.

Si le président du Conseil tient à engager et si la Chambre suit le conseil, la majorité qui nous attendons, la majorité qui existe virtuellement dans l'Assemblée dise il y a deux mois, la majorité qui a bien, elle aussi, un peu de cette clairvoyance et de ce patriotisme dont les intransigeance voudraient se réserver le monopole, la majorité qui ne ferme pas les yeux sur les fautes commises mais qui sait ce qu'exigent et l'honneur et les intérêts de la France, cette majorité-là sera faite demain.

(*Journal des Débats.*)

Au Vatican.

Dans le consistoire secret, qui doit avoir lieu vers la fin de ce mois, et dans lequel sera proclamée la canonisation du bienheureux Labre, le pape pourvoira à la vacance de plusieurs sièges épiscopaux en Italie et à l'étranger.

On assure que Léon XIII prodigue de la vénue à Rome des membres de l'épiscopat qui doivent prendre part au concile d'environ 200 à la canonisation, pour les interroger individuellement et pour avoir avis touchant l'éventualité du départ du pape de Rome et soumettre à leur examen quelques autres questions politico-religieuses importantes.

Dans l'audience qu'il a accordée, avant hier à l'évêque de Nancy, Léon XIII a parlé de la possibilité d'abandonner Rome et des difficultés sur le choix de sa nouvelle résidence.

L'évêque français aurait, dit-on, fait de sérieuses objections au projet du Pontife, lequel aurait fait observer que, partout qu'il ne demandait et ne désirait rien plus que de pouvoir rester au Vatican, mais que dans la crainte d'être obligé de s'éloigner il croyait devoir être prêt à affronter une semblable éventualité.

(*Le Courrier du Soir*, du 9 novembre.)

Musique.—M. Philip Werlein, rue du Canal 126, a acheté tout le matériel de musique française de M. et Mme Elie, et a aussi engagé les services de ces deux personnes. Il attend d'Europe un nouveau chargement qui complétera un grand choix de musique classique à la Werlein-Comley. Il est aussi en mesure de vendre la musique publiée par Elie, et sera toujours à la disposition de ses clients pour toute espèce de musique et d'instruments de musique. Le grand piano de Chickering pour salon, piano le plus beau qui ait jamais été importé ici. On trouve encore dans cet établissement les pianos Mathushek qui sont à l'épreuve de l'humidité. Il les vend à des conditions faciles à remplir et les personnes qui ont besoin de quelque chose en fait de musique ou d'instruments sont invitées à visiter ses magasin.

☞ Les médecins de notre ville sont unanimes à recommander l'ellixer et de Malakoff Bitter comme tonique.

—Le Maukoff Bitter gagne chaque jour dans la faveur populaire.

La commission chargée d'ensemencer de poissons les rivières de l'Ouest et du Sud, a importé d'Allemagne une grande quantité d'œufs de truite. Le corps est un poisson délicieux, d'une finesse extraordinaire, et dans un an ou deux nous en verrons figurer sur le marché de la Nlle-Orléans.

Opinion de la Presse de Paris sur le discours de M. Clémenceau.

Le discours de M. Clémenceau, prononcé dans la séance d'avant-hier, était hier l'objet des commentaires de toute la presse.

La *Paix*, organe de l'Elysée, affirme que l'orateur a manqué de logique, en discutant les faits et "qu'au point de vue constitutionnel, le candidat du gouvernement n'est nullement attaquable."

C'est bien là le langage d'un officieux !

La *République française* s'exprime de la manière suivante :

M. Clémenceau nous a ramené à la question tunisienne. Il a reproduit avec beaucoup de vigueur et d'animation la plupart des critiques formulées déjà au cours de la discussion.

On lit dans le *Siècle*, journal opportuniste :

Tout l'intérêt de la séance d'hier est dans le discours de M. Clémenceau. On avait eu l'illusion de croire qu'aucun orateur ne viendrait porter à la tribune parlementaire les accusations de tripotages qui s'étaient produites dans les réunions publiques et dans la presse intransigeante. M. Clémenceau n'a pas reculé devant cette tâche, et il faut reconnaître qu'il s'en est acquitté avec habileté et non sans esprit.

L'Opinion, journal opportuniste, ne peut s'empêcher de dire :

L'impression que produira le discours de M. Clémenceau sera profonde. Nous n'avons pas à faire l'éloge de l'éloquence froide, correcte et parlementaire de M. Clémenceau, de sa logique inflexible, de son argumentation serrée, de sa parole mordante. C'est un honnête homme qui adjure des républicains de reconnaître loyalement leurs erreurs ; c'est un ruppel tenant du peuple qui a souci des intérêts sacrés de la France, de l'honneur de la patrie, de la grandeur de la République ; c'est un patriote qui veut enfin qu'un lendemain de l'interpellation, on s'occupe sérieusement des affaires du pays.

M. Henri Maret dit de son côté dans le *Radical* :

Le discours de M. Clémenceau aura un retentissement immense. Lui seul, en notre nom, a eu rechercher les véritables origines de la guerre tunisienne, lui seul a mis le doigt dans la plaie, et, tandis que nos autres nous parlaient du plus ou moins de couvertures que pouvaient avoir nos soldats, lui, s'élevant à des considérations plus hautes, a dévoilé les causes de cette aventure criminelle où nous est entraînée des gens qui n'ont cessé d'en faire des dupes et qui ne reculeront devant aucun moyen de tromper les ministrables, ou deux les derniers des imbéciles.

Le *Mot d'Ordre* ne croit pas que l'éloquence de M. Clémenceau fasse voter l'enquête par la Chambre :

Ce remarquable réquisitoire a produit sur la Chambre une vive impression ; ce qui ne veut pas dire qu'elle votera l'enquête réclamée avec tant d'insistance par M. Clémenceau ; ce serait une folie d'espérer. Il y a trop de responsabilités engagées dans l'affaire, trop de complicités à découvrir et à révéler, pour que l'éminent orateur et l'extrême-gauche dont il est le porte-parole, aient pu se faire un seul instant la moindre illusion.

Le *Citoyen français* trouve que l'enquête demandée par M. Clémenceau est inutile :

Il n'a proposé qu'une enquête, dit-il, sur les journaux subventionnés, nous n'en avons pas été surpris.

Mais pourquoi demander une seule enquête, alors qu'on accuse si impudemment les auteurs de la guerre tunisienne.

Le *Petit Parisien* ne demande, lui aussi, et l'enquête demandée par M. Clémenceau sera votée ;

"Une enquête sur l'expédition de Tunisie", telle a été la conclusion de M. Clémenceau, qui a porté avec toute l'émotion d'un patriote éclairé.

Cette enquête, que la France tout entière réclame, sera-t-elle votée ?

Nous le saurons aujourd'hui.

Voici la conclusion de M. Rochefort dans l'*Intransigeant* :

Dans un état libre, et même despotique, on aurait déjà fait sanctionner tout ce qui a été accompli, et y traîner les auteurs de la sanglante mascarade qu'ils nous ont envoyés jouer à Tunis.

Le mande d'enquête sur les faits militaires et financiers, dont le scandale est encore chaud, constitue au minimum qui vapermettre de clamer définitivement les dine du dernier acrobate.

S'il le refusent, ce n'est plus le ministère qui sera déshonoré, ce sera la Chambre.

Le *Rappel* prenant le ministère à partie dit en terminant :

Répondre à M. Clémenceau n'était pas plus facile, paraît-il, que de répondre à M. Naquet ou à M. Le Faure. Le ministre a fait voter la remise à aujourd'hui par ses amis. Nous pensons que cet argument M. Ferry aura découvert pour le démontrer que lui et ses collègues n'ont pas trompé la Chambre et compromis la situation extérieure de notre pays.

La séance d'avant-hier inspire à *Pu-blic républicain* les réflexions suivantes :

Jamais autant qu'hier, notre patriotisme n'a eu tant à souffrir des fautes accumulées par le gouvernement ; jamais nous n'avons mesuré compris les périls de toutes sortes auxquels nous exposent les cabinets formés dans Pombal ; jamais enfin ne nous est apparu si plus évidente la nécessité de ne point soustraire, fut-ce un jour, les grands intérêts de la nation au contrôle de ses représentants.

Les journaux d'hier soir sont moins explicites. Pendant que les journaux de l'extrême gauche trouvent que M. Clémenceau n'est pas allé assez loin, que M. Rochefort affirme que les arguments de M. Clémenceau n'ont pas été décisifs et que ses reproches étaient peu précis,

La *Liberté* reconnaît que M. Clémenceau a parlé avec un véritable talent de parole, mais qu'il n'a pas atteint le but qu'il se proposait.

Bien que la *France* affirme que M. Clémenceau n'a pas apporté un seul grief nouveau, elle enregistre ainsi ses succès :

L'impression causée par l'orateur n'en a pas été moins considérable ; ses adversaires même manqueraient à la justice impartiale en ne constatant point le grand succès oratoire obtenu par le leader de l'extrême gauche.

Le *Télégraphe* veut avant de se prononcer connaître la réponse de M. J. Ferry.

Il n'hésite cependant pas à dire :

Il serait puéril de se dissimuler que le discours de M. Clémenceau,—surtout dans la partie qui concerne le Crédit foncier tunisien et le rôle de M. Léon Renault,—a produit sur la Chambre une certaine impression.

Quant à nous, la lecture des débats sur l'affaire tunisienne nous a sérieusement impressionné que si, comme l'a prétendu M. Clémenceau, les ministres ont été dupes, la majorité ne demande pas mieux que d'être complice.

(*Le Napoléon.*)

☞ Etudiez musique et obtenez connaissance, tous les soirs, au Jardin Wagner.

Une correspondance de Vienne, adressée au *Standard*, annonce un événement important. Il paraît qu'en prévenant de l'indemnité de guerre due à la Russie la Porte offrirait à cette puissance la possession de toute l'Arménie. Les négociations financières suivies à Constantinople pour le règlement de l'indemnité de guerre ne seraient qu'un leurre pour exciter l'opinion. Le traité secret conclu par l'Arménie à la Russie serait déjà conclu entre le sultan et l'empereur Alexandre III. Ce fait a une grande importance au moment où se préparent des événements en Egypte et où le monde musulman est en fermentation. Le même journal de Londres confirme en effet la nouvelle d'un mouvement révolutionnaire en Arabie. Il annonce que le grand-shérif de la Mecque n'est proclamé lui-même calife de l'Islam, et que Midhat Pacha, mis en liberté, est à la tête de l'insurrection.

Le même séance démocratie célèbre inspire à Paf du *Charivari* un mot de député, tout à fait de circonstance.

—J'ai remplacé le couteau de bois par un battoir de blanchisseuse, puisqu'il s'agit de laver du linge sale.

Du même, un dialogue entre un ministre et son domestique.

—Mais mon cabinet n'est pas nettoyé !

—C'est par égard pour M. le ministre. J'avais peur que la vue d'un balai fût désagréable en ce moment.

Abonnement à l'Abeille du Dimanche.

Un certain nombre de personnes étant obligées de se priver de la lecture des journaux pendant la semaine, à cause de leurs affaires ou de leurs occupations, nous croyons leur être agréables en prenant des abonnements spéciaux à notre édition du dimanche. Cette édition se compose de six pages, grand format, et renferme, outre deux feuilletons, un choix varié de matières intéressantes. Prix de l'abonnement, $2 par an.

N. B.—Le numéro du dimanche, faisant partie de l'édition quotidienne, ne constitue pas un numéro distinct ; il est seulement plus volumineux et renferme une plus grande quantité de matières.

Décédé, le 23 courant, à minuit, MARIE ROSA CANTRELLE, à l'âge de 12 mois, fille de feu J. A. Cantrelle et de Lise Bévige Langville. Les amis et connaissances des familles Cantrelle, Langville et De Livernière sont priés d'assister à ses funérailles qui auront lieu ce matin à 10 heures. Son corps est exposé à la résidence de ses père, rue Royale No 546.

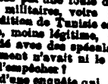
Décédée, hier matin, à 3 heures et demie, à l'âge de 60 ans, MARIANNE CAMBAS, veuve de Louis Arbet, née originaire de Cuba, département de la Martinique. Les amis et connaissances de la famille sont invités à assister aux funérailles qui auront lieu ce matin à 10 heures. Le convoi mortuaire partira de la résidence du gendre de la défunte, rue Toulouse No 126, entre Dauphine et Bourgogne.

De la part de ses enfants.

Décédée hier matin, à 5 heures 5 minutes, MARIE MARTIN NUNES, à l'âge de 32 ans, native de la Nlle-Orléans, Lse, et épouse de Léon Nunes. Son amis et connaissances, et ceux des familles A. M. Maher et de feu Angle Martin, et aussi les officiers et membres de la Société Militaire et de Bienfaisance du Pélican et ceux du Régiment d'Artillerie d'Orléans, sont respectueusement invités à assister à ses funérailles, qui auront lieu de sa dernière résidence, 44 rue Ste Anne, entre Chartres et Royale, cette après-midi à 4 heures.

Salle de l'Association de Bienfaisance

Mutuelle du Pélican.



Décédé jeudi 24 novembre, à 5 heures du matin de mo LEON NUNES, née Marie Martin, et épouse de notre frère Léon Nunes, M.M. les officiers et membres sont respectueusement invités à assister à ses funérailles qui auront lieu cette après midi à 4 heures, de sa dernière résidence No 44 rue Ste. Anne.

A. L. TIBOT, Président.

L. HARDELL, Secrétaire.

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre sera célébré pour le repos de l'âme de feu PIERRE SALOY Sr, à l'église St Augustin, VENDREDI, 25 novembre 1881, à 8 1/2 heures du matin. Les parents, amis et connaissances de la famille sont priés d'y assister.

24 nov—2f

A vendre

PLUSIEURS milliers de BRIQUES de seconde main. S'adresser au No 75 rue d'Orléans.

24 nov—6f

Illusions, désappointement, colère.—Les adversaires du gouvernement de la République ont grand besoin de se montrer un frais de philosophie. Après avoir travaillé à soulever le fou pendant les deux mois qui ont séparé les élections législatives de la convocation du Parlement ; après avoir exploité merveilleusement la politique étrangère, à la satisfaction non équivoque de quelques voisins, et traîné dans la boue, avec un admirable dédain du prêjugé que l'on appelait jadis patriotisme ceux qui tiennent en main le drapeau de la France, ils espéraient avoir conquis l'opinion. Leur illusion n'a pas survécu à la première séance de la Chambre. Et ce n'est pas seulement à Paris que les adversaires du gouvernement voient le public se désintéresser de leurs bruyantes passes d'armes.

En province, dans les grandes villes plus particulièrement vouées par la propagande anarchiste, le vide se fait, paraît-il, autour des tréteaux et des apôtres de sanz différent made d'une école compétence absorbent à amasser les travailleurs honoraires. Aussi, la ton de ceux qui font profession de défendre la liberté, sortent quand personne ne l'attaque, devient-il chaque jour plus aigre. Nos néophytes les plus acharnés à rattraper le temps perdu en insultant les républicains de l'avant-veille, ne parviennent surmonter leur dégoût, vont criant par les rues que l'empire était, auprès du régime actuel, un gouvernement honnête et libéral.

La liberté illimitée de la presse, votée par les odieux réactions de l'ancienne Chambre, permet à nos tribunes de déverser sans danger, sur quiconque a le malheur de ne point partager leur avis, les trésors d'indignation et les flots de rhétorique désobligeante qui remplissent leurs belles âmes. Nul n'est assez pur pour affronter le regard de ces politiques distingués. La hideuse réaction triomphe, et l'on peut envoyer un bataillon à Tunis ou songer à protéger la sécurité des Parisiens contre les incessants desseins de quelques aimables républicains ennemis du principe de propriété, assez entêtés pour oser à la tyrannie. Et quels raffinements de pudeur politique et financière chez ces défenseurs des libertés publiques ! Ils ne veulent parler que concussion, dilapidation, banqueroute ou trahison.

La campagne de Tunisie leur semble une nouvelle expédition du Mexique, et tel qui avait peut-être négligé entièrement de protester contre l'affaire Jecker, dénonce aujourd'hui, à propos de Tunis, son vieux frère d'enfantillage. Mieux vaut tard que jamais.

Le pays un moment fatigué, même troublé, pendant l'interrègne parlementaire pour les artisanneries, par les lamentations du parti des brouillons et des mécontents quand même, a vite repris tout son sang-froid. Il attend à l'œuvre avec impatience les redresseurs de torts hypothétiques, les matamores du tout ou rien, et il demande un peu de bonne foi après tant de bruit. La prétention du pays semble, dit-on, indiscrète à quelques-uns.

(*La République française.*)

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.	

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$2 00
Six mois	1 50
Trois mois	1 00
Trois mois	75

Nous publions deux numéros à la fois dans cette édition.

Le journal est envoyé partout aux Etats-Unis, franc de port.

Nous prions nos abonnements de l'édition quotidienne pour un mois, un mois de $1, et des abonnements spéciaux à l'édition du dimanche, à raison de $2 par an. Les abonnés sont servis à domicile.

Le numéro du dimanche se compose invariablement de six pages, grand format, et renferme deux feuilletons, celui en cours de publication, et un second qui ne paraît que le dimanche.

Abonnement par mois.

On peut s'abonner dans nos bureaux pour un mois seulement, à raison de $1, ou renouvelant à la fin de chaque mois, si on le désire. L'abonnement ainsi fractionné s'acquitte bien plus aisément que par trimestre, par semestre ou par année.

Feuilleton du Dimanche.

L'*Abeille* du dimanche renferme un feuilleton spécial dont les chapitres se succèdent régulièrement tous les dimanches et ne paraissent pas les autres jours de la semaine. Elle contient en outre le feuilleton quotidien en cours de publication.

Tout le monde ayant le temps de lire, le dimanche, notre numéro de ce jour est naturellement plus recherché. Nous nous efforçons donc de le rendre aussi attrayant que poss